

Pesticides sur les fruits et légumes : des producteurs déplorent les distorsions de concurrence

Vendredi, 23 Avril 2010 10:49 Michel DEPROST

Le décalage réglementaire au niveau des pesticides crée des distorsions de concurrence entre producteurs français de fruits et légumes et certains de leurs concurrents européens. Le Collectif « Sauvons les fruits et légumes » se mobilise et le député de l'Isère Jacques Remiller relaie l'initiative. Attente de dérogations, défaut d'homologations de produits phytosanitaires, suppression de molécules, les producteurs français de fruits et de légumes estiment qu'ils sont démunis alors que leurs voisins européens ont accès légalement à des solutions phytosanitaires. Selon les productions, les retards peuvent aller d'après le Collectif Sauvons les Fruits et légumes, de 3 à 10 ans.

Jacques Remiller, député-maire de Vienne, président du groupe d'études de l'Assemblée Nationale sur les fruits et légumes (78 députés) , Bernard Géry, porte-parole du Collectif Sauvons les fruits et légumes, maraîcher Daniel Sauvaitre, arboriculteur, Président de l'Association Nationale Pommes Poires Pierre Bourlès, Directeur de l'Agence Phytocontrol de Rungis Jean-François Proust, observateur des distorsions de concurrence en Europe expliqueront la semaine prochaine lors d'une conférence de presse à l'Assemblée Nationale, les problèmes dont l'agriculture française souffre en matière de distorsions de concurrence.

La conférence sera l'occasion d'exposer les « conséquences du plan de réduction des pesticides sur la production de fruits et légumes » révélées par une étude du Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France .Depuis cinq mois, le Collectif a lancé un appel à l'ensemble des producteurs afin mettre à jour son étude sur les moyens de protection des cultures maraîchères et arboricoles françaises. Les professionnels expliquent être confrontés à des problèmes de désherbage, de ravageurs, à des maladies... Le Collectif « Sauvons les fruits et légumes» annonce la création d'un observatoire européen des distorsions de concurrence.

Autorisé en Suisse, pas en France

Le cahier des charges BIO européen autorise l'utilisation de plusieurs molécules interdites en France. En production biologique, les producteurs français n'ont aucun produit autorisé pour lutter contre les pucerons. En Suisse, Italie, Allemagne, l'huile de neem produite par le margousier (*Azadirachta indica*), qui contient de l'azadirachtine, peut être utilisé comme insecticide. Cette substance est homologuée depuis plusieurs années mais elle ne l'est pas en France. Elle ne l'est pas en France.

La tavelure du pommier est la principale maladie du pommier est causée par un champignon ascomycète nommé *Venturia inaequalis* causant des lésions noires ou brunes à la surface des feuilles, des bourgeons ou des fruits et parfois même sur le bois. Les fruits et la partie inférieure des feuilles y sont spécialement sensibles. Autorisée dans certains pays européens en production de pommes bio, la bouillie sulfo-calcique est interdite en France. Seule la bouillie nantaise, bien moins efficace est homologuée. Pour les variétés traditionnelles, (golden et gala), la production en bio devient même impossible. Seules quelques variétés résistantes à la tavelure peuvent être cultivées.

Pour certaines productions, déplorent les producteurs, il n'existe plus de solutions alternatives même partiellement efficaces : en 2009, il a été strictement impossible de maîtriser des populations de mouches pour la plupart des productions de fruits et légumes et particulièrement pour le radis (mouche du chou), ou pour la pêche (mouche méditerranéenne), faute de produit approprié.

« Le constat que nous faisons sur la vingtaine de productions répertoriées dès novembre 2008 est malheureusement toujours le même » déclare Bernard Géry, maraîcher et porte-parole du Collectif "Sauvons les fruits et légumes". « Pour chaque culture, il existe une absence majeure de solution technique pour assurer une protection contre une maladie ou un ravageur. Certaines décisions réglementaires et législatives nous semblent de plus en plus déconnectées de la réalité technico-économique du terrain».